

Département des VOSGES
Arrondissement de NEUFCHATEAU
Canton de NEUFCHATEAU

***SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT
DES CÔTES ET DE LA RUPPES
6, RUE ROGER RICHARD
88 300 MARTIGNY LES GERBONVAUX***

***PROJET DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES COMMUNES
DE
CLEREY LA CÔTE, JUBAINVILLE, MARTIGNY LES GERBONVAUX, PUNEROT, TRANQUEVILLE-GRAUX***

ENQUETE PUBLIQUE
du
17 septembre au 20 octobre 2018

Procès verbal de Synthèse

Réunion du 29 octobre 2018

*Ordonnance N° E18000053/54
Du
23 Avril 2018*

P.V. de SYNTHESE

Le 29 Octobre 2018 à 9h 30 heures, dans le bureau du Syndicat Intercommunal d'Eau et d'Assainissement des Côtes et de la Ruppes
6 rue Roger RICHARD 88 300 MARTIGNY LES GERBONVAUX ,
en présence des personnes ci-dessous nommées ;

- Mme Jenny WILLEMIN Présidente du Syndicat Intercommunal Eau et Assainissement des Côtes et de la Ruppe.
- MARCHAL Alain, commissaire enquêteur,

a eu lieu une réunion au cours de laquelle il a été discuté les différents points exposés dans le P.V. de synthèse et les demandes en réponses suivants :

P.V. de SYNTHESE

Demandes en réponses concernant les observations des Personnes ayant inscrit leurs requêtes dans le registre d'enquête lors des permanences ou leur visite en Mairie.

Perm. N°	DATES	Auteurs des questions et observations	Status des auteurs des observations (habitants)	Observations (lors de la réunion en mairie précitée) ou par courriers	Réponses du responsable du projet
I	17/09/2018	<u>Messieurs BEYREND et CORAZZA :</u>	PUNEROT	<p>- Demandent une nouvelle orientation quant au zonage d'assainissement prévu, en non collectif, redevienne en zonage collectif ;</p> <p>- Demandent une étude chiffrée et détaillée de plusieurs micro stations collectives sur le village ;</p> <p>- Demandent une étude en réseau unitaire avec traitement des eaux par lagunage ; (étude chiffrée et détaillée)</p>	<p>L'étude a eu pour but de comparer financièrement ces deux solutions (assainissement collectif et non-collectif)</p> <p>Un assainissement commun à plusieurs habitations pourra être envisagé au moment de l'étude opérationnelle préalable aux travaux.</p> <p>Le schéma directeur (dont fait partie l'étude de zonage) ne choisit le type de traitement des eaux usées. Ce choix se fait lors</p>

				<p>- Déplorent le manque de concertations lors des études réalisées et des décisions prises.</p>	<p>de l'étude opérationnelle préalable aux travaux.</p> <p>Il est important de rappeler que le conseil municipal adopte le choix de zonage qui sera à soumettre à l'enquête publique. Les habitants et toutes les personnes concernés sont invités à s'exprimer sur cette décision durant l'enquête publique.</p> <p>Aucune obligation n'est imposée préalablement à la délibération du conseil municipal (référendum local ou autre moyen). Il est important de préciser que toutes les séances du conseil municipal sont publiques et que tout habitant peut y assister pour être informé et entendre les débats sur les sujets inscrits à l'ordre du jour. Toutefois, une présentation au Conseil municipal le 09/01/2017 ;</p> <p>Une 2^e présentation au Conseil municipal le 16/03/2017 avec participation des habitants ;</p> <p>Une réunion publique le 26/06/2018 ;</p> <p>Une réunion publique avant enquête le 06/09/2018.</p> <p>Les obligations de travaux, en cas de vente :</p>
--	--	--	--	--	--

P.V. de SYNTHESE

				<p>- Relèvent le handicap que cela pose concernant le locatif des immeubles ainsi que l'achat des habitations potentielles.</p>	<p>La loi GRENELLE II du 12 juillet 2010 impose la communication du rapport du diagnostic de l'assainissement non collectif au compromis ou à défaut de compromis le jour de la vente. La mise en conformité sous un délai de 1 an après la signature de la vente concerne l'ensemble des installations non conforme. Ces dispositions sont mentionnées dans le code de la construction et de l'habitation ainsi que dans le code de la Santé Publique.</p> <p>Cette obligation de travaux concerne donc les habitations dont l'assainissement a été jugé NON CONFORME par le SDANC ou le SPANC Communal. Les propriétaires concernés ne bénéficient d'aucune subvention publique.</p> <p>En cas de non vente :</p> <p>L'obligation de travaux concerne uniquement les habitations pour lesquelles un délai de mise en conformité a été mentionné par le SDANC (ou le SPANC communal) dans son rapport (délai de 4 ans ou délai inférieur en cas de danger particulier).</p>
--	--	--	--	---	--

P.V. de SYNTHESE

		1) <u>Monsieur Richard Gilles</u> ; propriétaire des immeubles sur les parcelles 188-201-199- et 144	PUNEROT	Demande le zonage d'assainissement collectif sur l'ensemble du village ainsi que l'enfouissement des réseaux secs et renouvellement du réseau d'eau potable en même temps.	L'étude a eu pour but de comparer financièrement ces deux solutions (assainissement collectif et non-collectif) L'enfouissement des réseaux secs est de compétence de la commune. Pour le réseau d'eau potable, le diagnostic réalisé sur la commune ne montre pas la nécessité de renouveler le réseau d'eau potable
		1) <u>Mme GAMAS</u> ;	JUBAINVILLE	demande des précisions quant au tracé des canalisations et des branchements possibles.	Ces précisions seront fournies lors de l'étude opérationnelle préalable aux travaux
II ;	03/10/18	<u>Mr. SIBILLE</u> :	PUNEROT	<p>- Souhaite un devis détaillé concernant les travaux prévisionnels d'assainissement non collectif qui ont été retenus par le bureau d'étude .</p> <p>- Pourquoi la carte scénario 17.4a présentant la mise en place de l'assainissement non collectif n'a pas été présentée lors de la réunion obligatoire précédant l'enquête publique ?</p>	<p>Selon le dispositif retenu par le propriétaire lors de l'étude opérationnelle préalable aux travaux. Ces estimations réalisées lors de l'étude de zonage sont basées sur des ratios et ne sont donc pas des devis d'entreprise de travaux publics. Ces estimatifs ont permis d'évaluer le coût moyen par habitation que ce soit pour le scénario tout assainissement non collectif ou pour l'assainissement collectif.</p> <p>La réunion précédant l'enquête publique n'a pas de caractère obligatoire. Le but essentiel était de présenter le</p>

P.V. de SYNTHESE

				<p>-Quel sera le coût d'un m3 d'eau en assainissement en collectif et en non collectif ? Il ne comprend pas l'absence de ces chiffres dans l'enquête (pourtant, lors de la réunion obligatoire précédent l'enquête publique, le tarif de 8,28 euros/m3 a été présenté pour l'assainissement collectif. Comment se justifie ce tarif ?</p> <p>-Dans le « les cahiers du réseau » de janvier 2018, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies et l'Association des Maires de France, attirent l'attention attirent l'attention sur le point suivant ;</p> <p>« la collectivité doit s'assurer de l'indépendance du bureau d'étude par rapport aux fabricants et installateurs des différents types d'installation d'A.N.C. afin que des conclusions objectives lui soient présentées » Est-il acceptable que la personne (Mr. CHOINET) qui conseil le CCOV soit président de l'association Réseau Spanc Rhin-Meuse ? N'y a-t-il pas risque de conflit d'intérêt ?</p> <p>(Pièce jointe, description de l'association de Mr. CHOINET)</p>	<p>déroulement de l'enquête et tous les moyens et dispositifs ouverts à toutes personnes concernées pour participer à l'enquête. Cette carte avait été présentée lors de la réunion de 26 juin 2018</p> <p>Le schéma directeur établit un cout total de la solution d'assainissement. Pour obtenir un prix au mètre cube, ce cout total est réparti en fonction du volume d'eau consommée annuellement par tous les habitants.</p> <p>Pour information, le cout au mètre cube de l'assainissement non-collectif est fictif.</p> <p>En 2015, suite à une procédure de marché public, le bureau d'étude EURO INFRA de Chaumont a été choisi pour reprendre les schémas d'assainissement sur 17 communes de la communauté de communes. Ce choix a été conforté sur l'expérience de ce bureau que ce soit en termes d'études et de réalisations d'opération d'assainissement</p>
--	--	--	--	---	--

P.V. de SYNTHÈSE

					<p>collectif et d'assainissement non-collectif. Ce bureau d'études n'appartient à aucun groupe ou multinationale. Ce bureau d'études est indépendant.</p> <p>La communauté de communes a sollicité l'assistance technique de M. CHOINET, Directeur de la REANE et technicien reconnu quant à ses connaissances et son expérience de l'assainissement tant collectif que non-collectif. Son rôle dans l'association « Réseau SPANC du bassin Rhin-Meuse » ne pose aucun problème déontologique puisqu'il s'agit d'une mission à titre bénévole dans une association à but non lucratif qui œuvre dans le domaine de l'environnement par le partage d'expérience.</p>
II		<u>Mr. HILLAIRE</u>	PUNEROT	<ul style="list-style-type: none"> - Hormis les doutes sur l'efficacité d'un assainissement non collectif tel qu'il est préconisé, il existe une différence non négligeable entre l'A.N.C. et l'A.C. ; son mode financement. - L'assainissement collectif est financé par un budget de collectivité compensé, hors subvention, par les redevances démocratiques, proportionnelles à la consommation de chaque habitation. - A terme, il est donc pris en charge financièrement par les usagers via la participation financière à l'Assainissement Collectif (PFAC) lors du raccordement et les redevances 	<p>Dans tous les cas, l'assainissement est financé par l'usager.</p>

P.V. de SYNTHÈSE

				<p>d'assainissement collectif perçues avec la facture d'eau.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'assainissement non collectif est financé par un emprunt forcé (à des taux plus élevés que ceux des emprunts publics) de chaque foyer sans tenir compte de la solvabilité ni du nombre de personne usant de la micro station concernée, ni même de son âge. - Comment peut on obliger un particulier à contracter un emprunt et à s'engager à le rembourser sans le concerter et sans savoir s'il pourra honorer sa dette ? - La collectivité s'engagerait-elle à être caution sans condition en cas de non paiement de la dette ? - Comment peut on contraindre quelqu'un à signer un contrat d'endettement ? D'autant qu'en plus de rembourser cet emprunt, le particulier devra assurer et finance l'entretien et le coût de fonctionnement de la station. 	<p>Une nouvelle concertation, spécifique à la phase travaux, se déroulera au moment de l'étude opérationnelle préalable aux travaux. Il s'agit d'une proposition et non d'une obligation auquel s'ajoute le rapport de contrôle de l'installation réalisé par le SDANC des Vosges ;</p> <p>Les propriétaires concernés par les travaux de mise en conformité ne pourront bénéficier de subventions de l'Agence de l'Eau et du Département que si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'une part le zonage d'assainissement est approuvé après enquête publique et que l'habitation se situe en zone d'assainissement non collectif), - D'autre part la commune se porte maître d'ouvrage d'une opération groupée de réhabilitation des installations
--	--	--	--	--	---

P.V. de SYNTHESE

					<p>d'assainissement non collectif.</p> <p>A ce jour, les propriétaires sont dans l'obligation réglementaire de trouver une solution d'assainissement pour leurs habitations. La mise en conformité de l'assainissement non collectif relève de la responsabilité propre du propriétaire. La collectivité, selon la réglementation, peut ou non proposer une opération groupée de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif (sous maîtrise d'ouvrage publique ou privée) aux propriétaires pour bénéficier d'éventuelles subventions de l'Agence de l'Eau et du Département des Vosges. Cette implication de la collectivité relève de sa seule volonté puisque la compétence réhabilitation est une compétence facultative et non obligatoire.</p> <p>Les propriétaires pourraient alors bénéficier de subventions publiques si et seulement si leur habitation est classée en zone d'assainissement non collectif. En cas contraire, aucune opération ne pourra être menée et aucune subvention n'est</p>
--	--	--	--	--	--

P.V. de SYNTHÈSE

				<p>possible.</p> <p>C'est pourquoi le conseil municipal peut délibérer pour mettre en place une opération groupée de réhabilitation des installations d'assainissement non conforme avec obligation de travaux.</p> <p>Les subventions publiques en assainissement non collectif sont celles de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse définies dans un programme quinquennal (10^{ème} programme 2013-2018) et celles du département des Vosges définies annuellement par le conseil départemental (programme des aides 2018). Le XI^e programme de l'Agence Rhin-Meuse définira les aides éventuelles sur l'assainissement.</p> <p>Conformément à la réglementation, le cumul des subventions publiques possibles ne peuvent pas dépasser le seuil de 80% des dépenses totales pour un projet porté par une collectivité.</p> <p>Ces données seront étudiées au moment de l'étude opérationnelle préalable aux travaux.</p>
				<p>Les données techniques et économiques fournies ne permettent pas une évaluation et une comparaison objectives entre différentes solutions de collectif et de non collectif et certaines données comparées s'avèrent non comparables entre elles.</p>

P.V. de SYNTHESE

			<ul style="list-style-type: none"> - Quelles sont les prévisions de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse pour le collectif et le non collectif, et pour les eaux pluviales ? - L'absence d'engagements précis remet en cause le déroulement de la procédure d'enquête publique, le dossier ne pouvant pas présenter toutes les données économiques et financières. - Je souhaite mon devis détaillé concernant les travaux prévisionnels d'assainissement non collectif qui ont été retenus par le bureau d'étude. - Page 12, l'estimation de la vidange est de 240 euros tous les 4 ans. Je me suis renseigné sur le site du constructeur de micro station « TRICEL » pour le modèle FR6/3000, le constructeur souligne sur son site internet que : « Dans les faits en occupation permanente à pleine charge (6 personnes à plein temps) la FR6/3000 présente une période de vidange réelle comprise entre 12 et 18 mois. - Est-il possible de me justifier, en s'appuyant sur les préconisations des constructeurs de micro station, le montant des vidanges annoncées dans l'enquête publique ? <p>La plupart des constructeurs préconisent un contrat de</p>	<p>On ne bâtit pas un schéma directeur d'assainissement, ni un choix d'assainissement sur d'hypothétiques subventions. A l'heure actuelle, nous n'avons les informations sur les aides du XIe programme de l'Agence Rhin-Meuse (2019-2024)</p> <p>Ces estimations réalisées lors de l'étude de zonage sont basées sur des ratios et ne sont donc pas des devis d'entreprise de travaux publics. Ces estimatifs ont permis d'évaluer le coût moyen par habitation que ce soit pour le scénario tout assainissement non collectif ou pour l'assainissement collectif.</p> <p>Lors de l'étude, nous n'avons pas fait un choix de dispositif d'assainissement (ni marque, ni constructeur) mais nous nous sommes basés sur une périodicité et un cout moyen de vidange constaté.</p> <p>L'entretien est sous la responsabilité de l'usager et le contrat de maintenance n'est pas une obligation légale à ce jour.</p>
--	--	--	--	--

P.V. de SYNTHESE

			<p>maintenance . La réglementation elle-même indique que l'entretien doit être assuré par un professionnel.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pouvez-vous m'indiquer où ce coût est-il stipulé ainsi que son montant dans l'enquête publique ? - Pourquoi le traitement des eaux usées en réseau unitaire n'est pas envisagé dans l'enquête publique ? <p>Lors du salon « Novatech 2010 » une filière de traitement des eaux usées en réseau unitaire, pour les petites collectivités a été présentée par Mr MULLER (documents donnés 10 pages)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pourquoi ce type de réseau n'est-il pas envisageable à PUNEROT ? <p>Documents remis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Enquête IRSTEA de 8 pages - budget primitif du SDANC 88 de 5 pages 	<p>Le cout d'entretien présenté comprend la vidange, le contrôle et l'entretien soit un cout estimée de 640 € tous les quatre ans (article III.2.4, page 12 de la notice d'enquête).</p> <p>L'étude a fait apparaitre que le réseau actuel ne peut être réutilisé en réseau unitaire (réseau en sur profondeur pour récupérer les eaux claires parasites que sont les eaux d'infiltrations des caves)</p>
		<p><u>Mrs JILLARD Jean et GODARD Michel</u></p>	<p>PUNEROT</p> <ul style="list-style-type: none"> - Demandent l'assainissement collectif sans micro station. - Pourquoi le montant de la redevance ANC ne figure pas dans l'enquête publique ? <p>Les prix présentés sont hors taxe et devraient être présentés toutes taxes.</p>	<p>Le schéma directeur établit un cout total de la solution d'assainissement. Pour obtenir un prix au mètre cube, ce cout total est réparti en fonction du volume d'eau consommée annuellement par tous les habitants.</p> <p>Pour information, le cout au mètre cube de l'assainissement non-collectif est fictif.</p> <p>La TVA n'est pas indiquée car le taux peut changer selon les travaux à intervenir sur la</p>

P.V. de SYNTHESE

				- Devis détaillés concernant les travaux d'assainissement non collectif à prévoir.	maison et selon son ancienneté Ces estimations se font lors de l'étude opérationnelle préalable aux travaux.
		<u>Mr DURAND Michel</u>	TRANQUEVIL LE-GRAUX	- Propriétaire d'une parcelle à « la fontenotte » susceptible d'être emmenagée en plan d'eau ultérieurement, avec structure en complément, est pour l'assainissement collectif.	
		<u>Mesdames HAAS habitantes</u>	PUNEROT	- Désirent l'assainissement collectif relevant de la communauté et non des particuliers (coût des travaux trop élevés pour être pris en charges par les particuliers)	Quel que soit le mode d'assainissement, c'est l'usager qui paie.
		<u>Mme et Mr VIOLE 17 rue de « la BANVOIE</u>	PUNEROT	<ul style="list-style-type: none"> - Possèdent déjà un système d'assainissement (fosse toutes eaux et filtre à sable : coût 8 000 euros) qu'en est-il des travaux à réaliser ? - Pour éviter des changements successifs, envisager plutôt un assainissement collectif. - Quant à l'assainissement non collectif, celui-ci est plus coûteux et contraignant à long terme, alors que dans le cas d'assainissement collectif celui-ci moins lourd à supporter pour les particuliers (coût d'entretien plus onéreux notamment pour les résidences secondaires du fait d'une occupation intermittente. 	<p>Suite aux contrôles réalisés par le SDANC des Vosges, un rapport a été envoyé à chaque usagers contrôlés et précise les travaux à réaliser.</p> <p>Nous ne définissons pas l'évolution de la réglementation que ce soit en assainissement collectif ou en non-collectif</p> <p>L'étude a eu pour but de déterminer cette différence de cout et a fait apparaitre que l'ANC serait moins couteux pour l'usager</p>
		<u>Mr HABEMONT Gilbert</u>	PUNEROT	- Conteste le vote du Conseil Municipal de la Commune sans explications quant aux possibilités d'assainissement (collectif ou non collectif)	C'est regrettable car M. HABEMONT a participé, en tant que conseiller municipal

P.V. de SYNTHESE

					aux deux réunions de présentation au conseil municipal.
III	20/10/18	<u>1 Mr HENRY Gérald</u>	<u>demeurant 15 grande Rue à PUNEROT ;</u> <u>(résidence secondaire)</u>	<p>- Quant est-il de l'assainissement non collectif concernant le fonctionnement des micro stations qui fonctionnent par intermittence</p> <p>Actuellement Mr. HENRY possède une fosse toutes eaux pour son habitation.</p>	Le choix définitif du type et du matériel sera défini lors de l'étude préalable aux travaux
		<u>Mr JUILLERAT Stéphane</u>	<u>9 rue de la Coubreuil à PUNEROT</u>	<p>- La filière imposée dans l'enquête publique est la micro station. Pourquoi les coûts n'apparaissent -ils pas dans l'enquête publique ? coût de la consommation électrique, coût des remplacements des pièces tournantes, coût et mise à disposition des pièces de rechange etc...Je souhaite mon devis détaillé concernant les travaux prévisionnels d'assainissement non collectif qui ont été retenus par le bureau d'étude .</p> <p>- Pourquoi la carte scénario 17-4a présentant la mise en place d'assainissement non collectif n'a pas été présentée lors de la réunion obligatoire précédant l'enquête publique ?</p> <p>- Quelles sont les faiblesses du réseau unitaire de la Commune ? Le montant des travaux pour remédier aux faiblesses relevées a-t-il été chiffré ? Il semble que quel que</p>	<p>La filière n'est pas imposée mais cette filière a été choisie dans le cadre de l'étude car son installation est possible dans la majorité des cas. Les couts de maintenance prévus dans l'étude permettent d'englober tous les frais inhérents et normalement constatés.</p> <p>La réunion précédant l'enquête publique n'a pas de caractère obligatoire. Le but essentiel était de présenter le déroulement de l'enquête et tous les moyens et dispositifs ouverts à toutes personnes concernées pour participer à l'enquête. Cette carte avait été présentée lors de la réunion de 26 juin 2018</p> <p>L'étude a fait apparaitre que le réseau actuel ne peut être réutilisé en réseau unitaire (réseau en sur-profondeur,</p>

P.V. de SYNTHÈSE

				<p>soit le mode d'assainissement envisagé, il faudra refaire le réseau.</p> <p>Je souhaite connaître le montant de ces travaux. (courrier remis ce jour 4 feuillets joints)</p>	<p>arrivées d'eaux claires parasites issues, entre autre, des eaux d'infiltrations des caves)</p> <p>Le montant total des travaux pour remédier a été chiffré dans le cout total de l'assainissement collectif.</p>
		<u>Mr BANON Jean Luc,</u>	<u>16 rue des Rempres à PUNEROT</u>	Est contre le projet de micro station, préfère que la collectivité reste « Maitre d'Ouvrage » concernant l'assainissement du village	
		<u>Mr. MARTON Didier,</u>	<u>32 grande rue à PUNEROT :</u>	<p>- Dans l'enquête publique, pouvez-vous me préciser quelle est la durée de l'amortissement de l'ANC et du collectif ?</p> <p>- Quelles sont les performances dans le temps des micro stations (au-delà de 20 ans)? Je souhaite pouvoir comparer l'assainissement collectif et non collectif sur une même durée de 20 ans en général.</p> <p>- J'ai 48 ans, l'espérance de vie pour un homme est de 79 ans.</p> <p>- Pouvez-vous m'assurer que le choix de la micro station est à long terme un bon système d'assainissement ?</p> <p>— Madame le Maire de PUNEROT a pris la parole lors de la réunion obligatoire précédant l'enquête publique pour affirmer que la Commune aiderait financièrement les habitants pour un système d'assainissement non collectif.</p>	<p>La durée de l'amortissement dépend du budget alloué, du cout de l'emprunt</p> <p>Les performances dépendent du matériel choisi et du dispositif qui ne sera pas</p> <p>Le schéma directeur (dont fait partie l'étude de zonage) ne choisit le type de traitement des eaux usées. Ce choix se fait lors de l'étude opérationnelle préalable aux travaux.</p>

P.V. de SYNTHESE

				<ul style="list-style-type: none"> – Où puis je trouver la trace de ce choix par le Conseil Municipal – Quel sera le montant de l'aide promise ? Egal à chaque habitation ? Je souhaite un devis détaillé concernant les travaux prévisionnels en assainissement non collectif qui ont été retenus par le bureau d'étude. – Pourquoi la carte scénario 17-4 a présentant la mise en place de l'assainissement non collectif n'a pas été présentée lors de la réunion obligatoire précédant l'enquête publique ? <p>- Aujourd'hui, il y a des maisons en vente à PUNEROT a 26 000 euros ce qui représente quasiment le coût d'un assainissement non collectif.</p> <p>C'est la mort des villages !</p> <p>EGALITE : c'est un mot qui fait parti de la devise de la France.</p> <p>TOUT LE MONDE DOIT, pour le même montant l'assainissement.</p>	<p>Ce montant sera défini suite à l'étude préalable aux travaux.</p> <p>La réunion précédant l'enquête publique n'a pas de caractère obligatoire. Le but essentiel était de présenter le déroulement de l'enquête et tous les moyens et dispositifs ouverts à toutes personnes concernées pour participer à l'enquête. Cette carte avait été présentée lors de la réunion de 26 juin 2018</p>
Courriel	3 oct. 2018	Cédric HILAIRE	6 rue de la BANVOIE 88630 <u>PUNEROT</u>	1) Manque de consultation des usagers des communes choix trop restreint quant au seul proposé par le BET	Il est important de rappeler que le conseil syndical du SIEACR adopte le choix de zonage qui est à soumettre à l'enquête publique. Les habitants et toutes les personnes concernés sont invités à s'exprimer sur cette

P.V. de SYNTHESE

				<p>2) Pourquoi imposer une solution unique?manque d'autres propositions</p>	<p>décision durant l'enquête publique.</p> <p>Aucune obligation n'est imposée préalablement à la délibération du conseil municipal (référendum local ou autre moyen).Il est important de préciser que toutes les séances du conseil municipal sont publiques et que tout habitant peut y assister pour être informé et entendre les débats sur les sujets inscrits à l'ordre du jour. Toutefois, une présentation au Conseil municipal le 09/01/2017 ;</p> <p>Une 2° présentation au Conseil municipal le 16/03/2017 avec participation des habitants ;</p> <p>Une réunion publique le 26/06/2018 ;</p> <p>Une réunion publique avant enquête le 06/09/2018.</p> <p>L'étude a eu pour but de comparer plusieurs solutions (assainissement collectif et non-collectif)</p> <p>La filière d'assainissement non-collective n'est imposée mais cette filière (micro-station) a été choisie dans le cadre de l'étude car son installation est possible dans la majorité des cas.</p> <p>D'autres filières et propositions techniques pourront être</p>
--	--	--	--	---	---

P.V. de SYNTHESE

				<p>3) Remarque quant à une personne qui conseille la CCOV soit à la fois président de l'association Réseau Spanc Rhin-Meuse.</p> <p>4) Pourquoi le montant de la redevance ANC ne figure t-il pas dans l'enquête publique ?</p> <p>5) Doute quant au coût de fonctionnement des microstations.</p>	<p>étudiées lors de l'étude opérationnelle préalable aux travaux</p> <p>La communauté de communes a sollicité l'assistance technique de M. CHOINET, Directeur de la REANE et technicien reconnu quant à ses connaissances et son expérience de l'assainissement tant collectif que non-collectif. Son rôle dans l'association « Réseau SPANC du bassin Rhin-Meuse» ne pose aucun problème déontologique puisqu'il s'agit d'une mission à titre bénévole dans une association à but non lucratif qui œuvre dans le domaine de l'environnement par le partage d'expérience.</p> <p>Le schéma directeur établit un cout total de la solution d'assainissement. Pour obtenir un prix au mètre cube, ce cout total est réparti en fonction du volume d'eau consommée annuellement par tous les habitants. Pour information, le cout au mètre cube de l'assainissement non-collectif est fictif.</p> <p>Le schéma directeur (dont fait partie l'étude de zonage) ne</p>
--	--	--	--	--	---

P.V. de SYNTHESE

				<p>6) Contrats de maintenant non chiffrés. 7) Coûts de consommation électrique et des pièces de rechange.</p> <p>8) Quel est la durée de l'amortissement et les performances des microstations au delà de 20 ans ?</p> <p>9) Quel est le type d'assainissement collectif retenu ? Demande comparatif des solutions envisagées.</p> <p>10) Pourquoi le traitement en réseau unitaire n'est pas envisagé dans l'enquête publique ?</p> <p>11) Quel serait le coût d'un m3 d'eau en assainissement collectif et non collectif ?</p>	<p>choisit le type de traitement des eaux usées. Ce choix se fait lors de l'étude opérationnelle préalable aux travaux.</p> <p>L'entretien est sous la responsabilité de l'utilisateur et le contrat de maintenance n'est pas une obligation légale à ce jour.</p> <p>La durée de l'amortissement dépend du budget alloué, du coût de l'emprunt</p> <p>Le schéma directeur (dont fait partie l'étude de zonage) ne choisit le type de traitement des eaux usées. Ce choix se fait lors de l'étude opérationnelle préalable aux travaux.</p> <p>L'étude a fait apparaître que le réseau actuel ne peut être réutilisé en réseau unitaire (réseau en sur profondeur pour récupérer les eaux claires parasites que sont les eaux d'infiltrations des caves) Le schéma directeur établit un coût total de la solution d'assainissement. Pour obtenir un prix au mètre cube, ce coût total est réparti en fonction du volume d'eau consommée annuellement par tous les</p>
--	--	--	--	--	---

P.V. de SYNTHESE

				<p>12) Les données techniques et économiques ne permettent pas une comparaison objective des possibles solutions.</p> <p>13) Non chiffrage des réfections nécessaires du réseau actuel de la Commune.</p> <p>14) Pourquoi la carte Scénario 1 7a, présentant la mise en place de l'assainissement non-collectif n'a pas été présentée lors de la réunion obligatoire précédent l'enquête ?</p> <p>15) Quelles sont les prévisions de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse pour le collectif et le non collectif, et pour les eaux pluviales ?</p> <p>Mme le Maire de Punerot, lors de la réunion obligatoire précédent l'enquête publique, a affirmé que la Commune aiderait financièrement les habitants. Où peut on trouver la trace de ce choix par le Conseil Municipal ? Quel sera le montant de l'aide promise ?</p> <p>17) Emet des réserves quant aux financements en</p>	<p>habitants. Pour information, le cout au mètre cube de l'assainissement non-collectif est fictif.</p> <p>Ce choix pourra être étudié lors de l'étude opérationnelle préalable aux travaux.</p> <p>La réunion précédant l'enquête publique n'a pas de caractère obligatoire. Le but essentiel était de présenter le déroulement de l'enquête et tous les moyens et dispositifs ouverts à toutes personnes concernées pour participer à l'enquête. Cette carte avait été présentée lors de la réunion de 26 juin 2018</p> <p>A l'heure actuelle, nous n'avons les informations sur les aides du XIe programme de l'Agence Rhin-Meuse (2019-2024)</p> <p>Ce montant ne pourra être défini qu'à la suite à l'étude préalable aux travaux.</p> <p>L'ensemble de ces éléments sont à étudier étudié lors de</p>
--	--	--	--	---	---

P.V. de SYNTHESE

				<p>assainissement collectif et non collectif. Comment peut on obliger un particulier à contracter un emprunt et à s'engager à la rembourser sans le concerter et sans savoir s'il pourra honorer sa dette ? La collectivité s'engagerait-elle à être caution sans conditions en cas de non-paiement de la dette ? Comment peut on contraindre quelqu'un à signer un contrat d'endettement ?</p> <p>18) Est-il pertinent que le commissaire-enquêteur traite les dossiers de cinq communes différentes à la fois, avec un plan d'assainissement non collectif si petit qu'il en est illisible ? (ci-joint copie du courriel de Mr. Cédric HILAIRE de 4 pages)</p>	<p>l'étude opérationnelle préalable aux travaux. Il s'agit d'une proposition et non d'une obligation auquel s'ajoute le rapport de contrôle de l'installation réalisé par le SDANC des Vosges ;</p> <p>La décision d'intervention d'un ou plusieurs commissaires fait l'objet d'une ordonnance du Président du Tribunal Administratif</p>
Courriel	4 octobre 2018	Mr. JL THOUVENIN	8, rue de BANVOIE 88630 PUNEROT	<p>« Le chiffrage de l'assainissement non collectif sur la Commune ne doit pas être validé en l'état et refait parcelle par parcelle, il devrait faire l'objet d'une certification de sa sincérité par une structure indépendante avant d'être à nouveau soumis aux élus et à la population. La solution proposée devrait aboutir à un rejet d'eau non polluée mais dans combien de décennies ? Privilégier les solutions individuelles, coûteuses, pour résoudre un problème collectif est pour le moins surprenant et incohérent. A quoi sert d'avoir encore des collectivités locales si elles se défaussent de leur responsabilité et de leur raison d'être, dans ce cas sont-elles encore utiles ? » (ci-joint copie du courriel de Mr. JL THOUVENIN de 5 pages)</p>	<p>Ce chiffrage sera défini lors de la réalisation de l'étude opérationnelle préalable aux travaux.</p>
Courriel	14 octobre 2018	Mr. DUMONTET Martial	22 Grande Rue 88 630 PUNEROT	<p>1) Scénario 2 : approximation du chiffrage le renchérissant 2) Scénario 1 ; sous estimé dans son cas. Pourquoi ne pas ne pas étudier sérieusement l'utilisation de la Ruppes, éventuellement aménagée comme station naturelle d'épuration ?</p>	<p>Le schéma directeur (dont fait partie l'étude de zonage) ne choisit le type de traitement des eaux usées. Ce choix se fait lors de l'étude opérationnelle</p>

P.V. de SYNTHESE

				(ci-joint copie du courriel de Mr Martial DUMONTET de 2 pages)	préalable aux travaux. De plus, la RUPPE est un milieu naturel et non pas un site de traitement des eaux usées.
Courrier	10 octobre 2018	Mr. ROLIN Daniel	11 & 13 Grande rue 88630 PUNEROT	Est pour un réseau d'assainissement collectif qui englobe la remise en état du réseau d'eau potable, déjà vétuste, et la pose de canalisations enterrées pour les réseaux secs. (ci-joint copie du courrier de Mr ROLIN Daniel de 2 pages)	L'étude a eu pour but de comparer financièrement ces deux solutions (assainissement collectif et non-collectif) L'enfouissement des réseaux secs est de compétence de la commune.
courrier	5 octobre 2018	Mr & Mme DELLANDREA Véronique	26 grande rue 88630 PUNEROT	1) Souhaite devis détaillé, le concernant, pour chiffer le coût d'un assainissement non collectif. 2) Souhaite que l'enquête publique puisse présenter plusieurs famille de traitement pour son habitation (filtre à sable, filtre compact etc...) (ci-joint copie du courrier de Mr et Mme DELLANDREA Véronique de 2 pages)	Ce chiffrage sera défini lors de la réalisation de l'étude opérationnelle préalable aux travaux. Le schéma directeur (dont fait partie l'étude de zonage) ne choisit le type de traitement des eaux usées. Ce choix se fait lors de l'étude opérationnelle préalable aux travaux.
Courrier	10 octobre 2018	Mr JUILLERAT Stéphane	9 rue de Coubreuil 88630 PUNEROT	Souligne le manque d'information quant à l'assainissement non collectif lors de l'achat de sa propriété (mail envoyé à la Mairie resté sans réponse.) « Est pour un assainissement collectif et contre les microstations qui sont un dédouanement des collectivités qui se déchargent sur les particuliers (avec tous les inconvénients liés) (ci-joint copie du courrier de Mr JUILLERAT Stéphane de 5 pages)	
Courrier	Non daté	ALCLCV de Neufchateau et environs	14 rue de Bourgogne 88630 MAXEY sur MEUSE	Lettre de transmission par laquelle cette association a été saisie par ses adhérents de PUNEROT (61 signatures) Qui :	Voir copie du courrier de la CCOV, daté 31/10/2018 et adressé à l'association

P.V. de SYNTHÈSE

			<p>souhaitent:</p> <ul style="list-style-type: none"> - que d'autres solutions collectives soient envisagées. Par exemple l'installation de plusieurs microstations au sein du village gérées par la collectivité. - Une solution collective, qui d'après les études de l'association de défense des consommateurs CLCV, s'avère à long terme plus économique que la solution de l'assainissement non collectif. <p>Refusent ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'endettement forcé que la collectivité leur impose . - Un choix pour une solution technique dont une enquête de l'Etat souligne les fréquents dysfonctionnements. <p>(Enquête IRSTEA)</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'assumer le coût des mises aux normes que la réglementation leur imposera - Un système adapté à un habitat dispersé pour leur « « village rue » » <p>(ci-joint copie du courrier de l'association CLCV, de 2 pages ainsi que la copie des 61 signatures enregistrées)</p>	
--	--	--	--	--

La Présidente du Syndicat Intercommunal
Eau et Assainissement
des Côtes et de la Ruppe.



Le Commissaire enquêteur,

Alain MARCHAL